

**APPEL D'OFFRE OUVERT
NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX DU
CAMPUS DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE
ET DE LA MOBILITE**

Règlement de la consultation

Date et heure limites de réception des offres : Vendredi 16/06/2023 à 16h00

Table des matières

PREAMBULE :	3
SECTION I - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
Article 1. <i>Présentation générale :</i>	3
Article 2. <i>Nom et adresse du pouvoir adjudicateur</i>	4
SECTION II - OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article 1. <i>Objet du marché</i>	4
Article 2. <i>Allotissement</i>	5
Article 3. <i>Variantes</i>	5
Article 4. <i>Durée du marché</i>	5
Article 5. <i>Clause de réexamen</i>	5
Article 6. <i>Lieu d'exécution du marché</i>	5
SECTION IV- CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
Article 7. <i>Procédure de passation</i>	5
Article 8. <i>Visite du site</i>	5
SECTION V - DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)	6
Article 9. <i>Contenu consultation</i>	6
SECTION VI : PRESENTATION ET CONTENU DE L'OFFRE	7
Article 10. <i>Eléments de recevabilité de la candidature</i>	7
Article 11. <i>Documents de la candidature</i>	7
SECTION VII : DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	8
Article 12. <i>Liste et contenu des documents à produire</i>	8
SECTION VIII - PRESENTATION DES OFFRES	9
Article 13. <i>Critères de sélection</i>	9
SECTION IX : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	9
Article 14. <i>Date et heure limite de dépôt des plis</i>	9
Article 15. <i>Modalité de transmission des propositions</i>	9
SECTION X - EXAMEN DES CANDIDATURES ET SELECTION DE L'ATTRIBUTAIRE - LA COMMISSION DE SELECTION	12
Article 16. <i>Ouverture des plis et analyse des offres</i>	12
Article 17. <i>Composition et fonctionnement de la commission de sélection</i>	12
Article 18. <i>Attribution du marché</i>	13
Article 19. <i>Audition et pré-commission de sélection</i>	13
Article 20. <i>Publicité</i>	13
Article 21. <i>Confidentialité</i>	13
Article 22. <i>Contact pour tous renseignements</i>	14
Article 23. <i>Différends et clause de compétences</i>	14

PREAMBULE :

Le présent règlement de consultation (RC) vise à informer les candidats de l'organisation, du déroulement, des conditions et des règles de consultation, de réponse et de sélection de l'attributaire du marché. Il complète et prolonge l'avis d'appel public à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (J.O.U.E) et sur le site web de l'ANFA à la rubrique « Concours Extérieurs » (<https://www.anfa-auto.fr/concours-exterieurs/2023>) et renvoie, pour le détail de la consultation et les prestations attendues au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au CCAP.

SECTION I – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Article 1. Présentation générale :

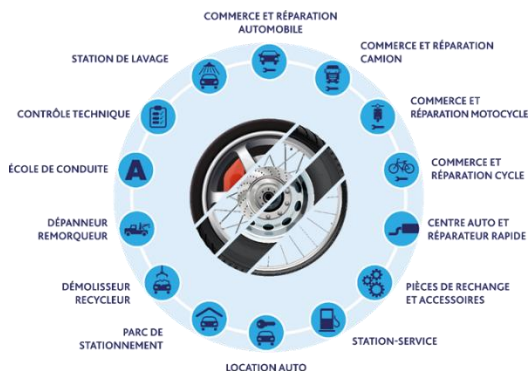
La SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité est une société civile immobilière créée en 2003 avec pour vocation principale l'acquisition, la mise à disposition, la fourniture, l'aménagement, l'entretien ou la mise en valeur de biens immobiliers, à usages et fins d'éducation ou de formation professionnelle dans les domaines de l'automobile, du cycle et du motocycle.

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée conformément aux articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique, compte tenu de la nature et l'origine des fonds affectés et exploités, dans le cadre de la mission de la branche professionnelle des Services de l'Automobile, par la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité (SCI SAM).

Présentation de la branche des services de l'automobile

La branche des services de l'automobile représente l'ensemble des métiers liés à l'automobile au camion, à la moto et au vélo pendant toute la durée de vie du véhicule, une fois sorti de l'usine jusqu'à sa déconstruction et son recyclage. Elle se distingue donc de la branche de l'industrie automobile et des constructeurs.

La branche regroupe quatre familles de métiers (Maintenance – Carrosserie-peinture – Commerce – Services) et quatorze secteurs d'activité.



Le Campus des Services de l'Automobile et de la Mobilité (C-SAM) situé 1, rue Robert Arnauld d'Andilly à Guyancourt (78280), fait partie du patrimoine de la SCI SAM.

Le C-SAM : son ouverture date de 2018. Véritable lieu de réflexion, d'expérimentation et de démonstration des nouveaux usages et des innovations, le Campus se donne pour objectif de former des jeunes et les salariés de la branche des services automobile aux enjeux de demain grâce aux trois CFA présents et un centre de formation professionnelle de salariés. Il est composé de 7 bâtiments d'une surface totale de 11 700 m², dont 2 sont en R+1 et 2 en R+2.

Des lieux de vie et de partage :

Un centre de ressources, des lieux de détente, des patios extérieurs

Une offre de restauration dédiée et adaptée à l'ensemble des activités

Un complexe sportif,

Un campus exemplaire respectueux de l'environnement : préservation de la biodiversité, récupération des eaux de pluies, gestion centralisée des fluides, tri et recyclage des déchets (dont les déchets automobiles), zones de recharge pour véhicules électriques, panneaux photovoltaïques intégrés, toitures végétalisées, etc.

Des espaces de formation modernes :

13 ateliers de mécanique et technologie automobile, motocycle et cycle, et salles de cours attenantes

1 900 m² d'espaces pédagogiques dédiés aux autres enseignements

Deux laboratoires de sciences physiques et des salles informatiques.

Un espace événementiel

Un amphithéâtre de 250 places

Un hall ouvert aux salons et expositions

Un showroom

Des salles de réunion modulables et des espaces de co-working.

Pour plus d'information, consultez le site du Campus des services de l'automobile et de la mobilité (C-SAM) :

<https://campus-services-auto.fr/>

Article 2. Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité

Société civile Immobilière Immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 453 106 171

43 bis Route de Vaugirard

92190 MEUDON

Monsieur Bertrand MAZEAU, Gérant

Responsable du marché : Monsieur Bertrand MAZEAU

Responsable délégué du marché : concoursexterieurs@anfa-auto.fr

SECTION II – OBJET DE LA CONSULTATION

Article 1. Objet du marché

Sous le contrôle de la Commission de sélection, par l'information, la consultation des entreprises et la sélection des candidats, à partir de critères objectifs, qualitatifs et d'offre économiquement la plus avantageuse, le présent marché a pour objectif la sélection de prestataires pour effectuer la prestation de nettoyage courant et spécifiques des locaux du C-SAM :

Le présent marché public est un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique.

Codes CPV : 90911200-8 : Nettoyage des locaux

90911300-9 : Nettoyage des vitres

Les prestations, objets de la présente consultation sont décrites précisément dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 2. Allotissement

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

Ce marché comporte le nettoyage courant et quotidien suivant la fréquence indiquée dans l'annexe 3 du CCTP

La description et la fréquence sont indiquées en Annexe 3 du CCTP.

Article 3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de trois ans.

Il pourra être reconduit une fois pour une année sur décision expresse de la SCI SAM.

Article 5. Clause de réexamen

La SCI SAM aura la possibilité d'augmenter ou de réduire la surface à entretenir sur ses bâtiments en fonction du taux d'occupation de ceux-ci.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de la SCI SAM.

Le TITULAIRE disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification écrite par la SCI SAM de la nouvelle surface à entretenir pour adapter son organisation et transmettre à la SCI SAM son offre tarifaire en vigueur.

Cette modification de l'étendue du marché fera l'objet d'un avenant.

Article 6. Lieu d'exécution du marché

L'exécution des prestations a lieu sur le Campus des Services de l'Automobile et de la Mobilité (C-SAM) 1, Rue Robert Arnauld d'Andilly 78280 GUYANCOURT.

SECTION IV– CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Article 7. Procédure de passation

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R2161-2 et suivants, du code de la commande publique.

Article 8. Visite du site

Pour que les offres soient valides une visite des lieux est obligatoire, sans celle-ci l'offre remise par l'entreprise sera déclarée invalide.

Les candidats devront s'inscrire à l'adresse suivante : concours_exterieurs@anfa-auto.fr

Deux créneaux sont proposés, au choix : le : **22/05/2023 à 10h30 ou 23/05/2023 à 10h30** pour les candidats ne pouvant pas se déplacer à la première date proposée.

Le rendez-vous est fixé à l'accueil du Campus Rue Robert Arnauld d'Andilly 78280 GUYANCOURT.

Les visites sont limitées à 2 personnes par société.

Un certificat de visite sera remis aux candidats à la fin de la visite. Celui-ci sera à joindre à l'offre du candidat.

SECTION V – DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

Article 9. Contenu consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

0. Le présent règlement de la consultation
 - A. Fichier questions/réponses
 - B. Attestation de visite
 - C. Liste des salariés (le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine des données transmises, sa responsabilité ne pourra être engagée en cas d'erreur sur les données.)
1. Le CCAG-FCS applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 Mars 2021. Le CCAG n'est pas joint au DCE et ne doit pas être renvoyé signé par le candidat.
2. Dérogations au CCAG -FCS. : le CCAP
3. Le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières et de ses annexes
 - [1] Plans du site
 - [2] Descriptif des surfaces
 - [3] Fréquentiel de nettoyage
 - [4] KPI SLA & pénalités
4. Bordereaux de prix composés d'un document DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire) et d'un BPU (bordereau de prix unitaires)

Mise à disposition du dossier de consultation :

Les pièces du dossier de consultation sont rendues accessibles à tous sur le profil acheteur de la SCI SAM.

Candidatures au format DUME :

Conformément à l'article R2143-4 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

« L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen et constituant un échange de données structurées, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3. »

Le candidat peut donc choisir d'envoyer sa candidature au format DUME.

Le candidat peut établir son formulaire sur le portail gouvernemental : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

S'il choisit ce mode de candidature, Il devra joindre lors de sa réponse électronique le fichier à valeur légale au format xml (à la place des formulaires nationaux DC1, DC2, DC4 et de l'ensemble des justificatifs).

Il est recommandé de joindre également le fichier au format pdf afin d'en faciliter la lecture rapide.

SECTION VI : PRESENTATION ET CONTENU DE L'OFFRE

Article 10. Éléments de recevabilité de la candidature

Les réponses des candidats doivent être claires, précises et non équivoques. Toute réponse équivoque ou trop imprécise peut être éliminée.

Les réponses acceptées sont celles des entreprises individuelles ou des groupements.

Il est interdit pour un même opérateur économique de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

Aucune forme de groupement n'est imposée lors du dépôt du dossier de candidature. En cas d'attribution du marché à un candidat ayant présenté une candidature en groupement, la forme du groupement demandée sera un groupement avec mandataire solidaire, ceci afin d'être en mesure d'avoir une continuité de service dans la prestation.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

En cas de recours à un sous-traitant pour l'exécution de prestations, le titulaire du marché présente la candidature du sous-traitant au pouvoir adjudicateur par la présentation d'un dossier de candidature identique au dossier de candidature constitué par les soumissionnaires au présent marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter la candidature d'un sous-traitant dont les capacités techniques et financières seraient insuffisantes.

L'ensemble des documents fourni par le candidat en réponse à la présente consultation est rédigé en langue française.

La durée de validité des offres est fixée à 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de remise des plis.

Article 11. Documents de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

Les pièces administratives requises par la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité et des éventuels sous-traitants ou cotraitants, selon les modèles DC administratifs téléchargeables sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat> , sont :

- Un DC1 (lettre de candidature) ;
- Un DC2 (déclaration du candidat) ;
- Un DC4 (déclaration de sous-traitance) si recours à la sous-traitance, dûment datée et signée ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité et valable pour la réalisation des prestations objet de la présente consultation ;
- Un K-bis de moins de 6 mois ou l'indication du numéro de SIREN, SIRET au DC1.
- Un R.I.B. ;
- L'état annuel des certificats reçus ou les attestations de régularité fiscale et sociale de moins de 6 mois (certificats originaux ou copies certifiées conformes)
- Les bilans et compte de résultat sur les trois derniers exercices. Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, les renseignements ou documents, il peut prouver sa capacité par tout

autre document considéré comme équivalent par la SCI SAM et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Le CCTP, le CCAP et le règlement de consultation dûment paraphés et signés.

SECTION VII : DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Article 12. Liste et contenu des documents à produire

Les candidats remettront obligatoirement une offre comprenant l'intégralité des pièces suivantes et selon la numérotation indiquée.

1. Le dossier technique qui devra présenter dans l'ordre et en respectant les numéros de chapitre les points détaillés ci-dessous :

Chapitre A/ Moyens et organisations

Moyens humains :

- A1 Fonctions support proposées pour accompagner la mise en place et le suivi de la prestation de nettoyage ;
- A2 Planning, schéma organisationnel au niveau central (support de l'entreprise et des experts métiers)

Modalités d'organisation :

- A3 Méthodologie et outils proposés pour suivre le niveau de performance de la prestation nettoyage.

Chapitre B/ Prestations

- B2 Effectifs proposés
- B3 CV du pilote du contrat et des personnels clés
- B4 Organigramme et planigrammes (Nombre d'heures affectées) des intervenants sur site
- B5 Gestion des permanences, et autres demandes spécifiques

Chapitre C/ Outils, équipements, fournitures

- C1 Liste et présentation des outils et moyens informatiques (logiciels et équipements) retour d'expérience.
- C2 Liste des équipements de dotation du personnel et des matériels prévus pour le nettoyage.
- C3 Présentation de la gamme (écolabel, 100% biodégradable...) des fournitures et consommables proposés (produits d'entretien, consommables sanitaires, ...). La liste devra correspondre aux produits chiffrés dans le BPU.

Chapitre D/ Mémoire ESG

Le mémoire ESG devra contenir les documents et éléments suivants :

- D1 Un document de synthèse décrivant trois pratiques innovantes, utiles, pertinentes et concrètes (inclure à minima une pratique sur l'inclusion), que le candidat a déjà mise en œuvre ou qu'il propose de mettre en œuvre dans le cadre du marché.
- D2 Un document de synthèse décrivant trois propositions concrètes et pertinentes relatives à une réduction de l'impact environnemental sur le C-SAM (énergie, empreinte carbone, gestion des déchets, etc.).
- D3 Un document de synthèse décrivant les solutions qui seraient mises en place par le candidat pour promouvoir des conditions de travail satisfaisantes en matière de santé et de sécurité dont notamment votre notation ECOVADIS (si disponible).

2. Dossier financier :

- a. La Décomposition Globale et Forfaitaire (DPGF) complétée
- b. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété
- c. SLA/KPI comportant les propositions de modification du candidat

Les candidats devront apporter toutes les informations nécessaires à l'appréciation de leurs offres dans chacun des dossiers mentionnés ci-dessus.

SECTION VIII – PRESENTATION DES OFFRES

Article 13. Critères de sélection

Les propositions évaluées seront classées au regard des critères de sélection suivants sur un total de 100 points :

Critère coût sur 40 points

Le coût complet est obtenu en tenant compte de la durée totale du marché.

Critère valeur organisationnelle générale de l'entreprise sur ce type de prestation sur 10 points

Critère humain et technique sur 40 points

La notation établie sur la base des documents demandés au § « Contenu relatif à l'offre technique » :

- Moyens humains et prestations → 20 points
- Moyens techniques (outils, équipements, fournitures) → 20 points

Critère ESG (environnement social et gouvernance), sur 10 points

- Innovation → 3 points
- Impact environnemental → 4 points
- Santé Sécurité → 3 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Toute offre paraissant anormalement basse au sens de l'article L2152-5 du code de la commande publique fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justifications apportés par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue au titre de l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée conformément à l'article R2152-3 du code de la commande publique.

SECTION IX : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Article 14. Date et heure limite de dépôt des plis

LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES EST FIXEE AU
VENDREDI 16 JUIN 2023 A 16H00

Article 15. Modalité de transmission des propositions

En application de l'article L2132-2 du décret 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique :

"Les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation d'un marché sont réalisés par voie électronique (...)".

C'est à dire que les échanges papier sont dorénavant irréguliers, notamment pour l'envoi des candidatures ou des offres.

La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière.

Nous vous invitons notamment à vérifier que l'adresse email renseignée sur votre profil sur la plateforme est correcte et que vous recevez correctement les messages émis par la plateforme.

- *La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est imposée sur notre profil acheteur :*

<http://www.synapse-entreprises.com>

- Pour tout renseignement relatif à l'usage de la plate-forme, les entreprises peuvent s'adresser à l'équipe support de SYNAPSE Entreprises info@synapse-entreprises.com ou par téléphone au 01 72 33 90 70.

Il est recommandé de contacter le support Synapse en cas de problème technique le plus tôt possible et de ne pas attendre le dernier moment.

Signature électronique

En application des dispositions règlementaires et législatives du Code de la commande publique en vigueur au 01/04/2019, la signature des documents de la consultation au stade de la remise de la candidature et/ou de l'offre n'est pas obligatoire (la signature électronique du fichier représentant l'Acte d'Engagement est facultative).

Les opérateurs économiques peuvent toutefois signer électroniquement les fichiers constituant leur candidature et/ou leur offre en présentant un certificat de signature électronique. (Conforme à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Copie de sauvegarde

Selon l'Article R2132-11 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

« Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie, annexé au présent code. »

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde »
- Intitulé de la consultation
- Nom ou dénomination du candidat

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

SCI DES SERVICES DE L'AUTOMOBILE ET DE LA MOBILITE
43 Bis Route de Vaugirard
92190 MEUDON

Virus

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus connus.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés par l'horloge du serveur de la plateforme. Cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délais ». Les plis sont hors-délai si le dépôt des fichiers prend fin après la date et heure limite fixées.

Formats des fichiers

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants :

- Portable Document Format (*.pdf);
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt, *.rtf);
- Images (*.jpg, *.gif);
- Plans (*.dwg, *.dxf)

Il est préférable de ne pas mettre de caractères spéciaux tels que les accents dans le nom des fichiers.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar.

Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Pour des raisons pratiques, il est demandé aux soumissionnaires de nommer de manière courte les intitulés de leurs documents afin de faciliter leur extraction.

SECTION X – EXAMEN DES CANDIDATURES ET SELECTION DE L'ATTRIBUTAIRE – LA COMMISSION DE SELECTION

La commission créée pour l'occasion n'est pas publique. Les candidats ou leurs ayants droits ou leurs ayants cause n'y sont ni admis ni représentés.

Article 16. Ouverture des plis et analyse des offres

La SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité procède à l'ouverture des plis, après la date limite de réception des plis.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le Pouvoir Adjudicateur, qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier.

Les plis contenant les candidatures seront examinés aux fins de recevabilité en considération des pièces administratives et des qualifications requises.

Lors de l'analyse des offres, le Pouvoir Adjudicateur a la faculté de demander, par écrit, aux candidats des précisions ou un complément d'information sur la teneur de leur offre afin de les clarifier.

Article 17. Composition et fonctionnement de la commission de sélection

Composition de la commission de sélection

La commission de sélection comprendra dans sa composition des personnes indépendantes des entreprises candidates au marché.

Chaque membre pourra donner mandat aux fins de se faire représenter. Ce mandat donne pouvoir au mandataire d'analyser l'offre au regard des critères définis à l'article 15 du présent règlement de consultation.

Fonctionnement de la commission

La commission de sélection se constitue pour l'examen, la sélection et le choix du candidat attributaire du marché. Chaque membre de la commission porte un avis sur la proposition après consultation du dossier remis par le candidat. La commission de sélection a pour mission d'analyser les dossiers.

D'autres participants pourront être invités à émettre des avis. Il s'agira de personnes « ressources » ainsi que les responsables de la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité sollicités pour leurs compétences techniques au regard du marché.

Article 18. Attribution du marché

Le classement final s'effectuera par la commission de sélection, à la suite des éventuelles auditions, au regard des critères de sélection définis en article 15.

Au vu de l'avis motivé de la commission de sélection, la personne Responsable du Marché ou son représentant attribuera solennellement (après rappel des motivations du choix) celui-ci.

La personne Responsable du Marché doit informer également, dans les plus brefs délais, les candidats des motifs qui l'ont conduite à ne pas attribuer ou notifier le marché ou à recommencer la procédure.

Les marchés doivent être notifiés avant tout commencement d'exécution.

Les candidats sont notifiés par lettre recommandée de la décision de la Commission de sélection quant à leur proposition.

Article 19. Audition et pré-commission de sélection

Une pré-commission de sélection pourra avoir lieu après l'ouverture des plis.

Si cette pré-commission est instituée, elle a pour objet de classer les offres selon les critères de sélection énoncés à l'article 15 du présent règlement de consultation.

La SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité se réserve par la suite le droit de procéder à une audition d'au maximum trois candidats ayant remis les offres jugées les plus pertinentes, à la suite d'un premier classement établi par la pré-commission de sélection, sous réserve de réception d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. Les candidats seront informés par écrit de leur sélection en vue de l'audition.

L'audition est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle se déroule oralement au cours d'un entretien. La SCI SAM informera les candidats de leur convocation à l'entretien ainsi que des caractéristiques de celui-ci (date et lieu, objet et durée, etc.) par écrit.

A la suite de ces éventuelles auditions, la commission de sélection se tiendra conformément à l'article 19 du présent règlement et décidera de l'attribution du marché au regard des mêmes critères que ceux définis à l'article 15.

Toutefois, la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans audition.

Article 20. Publicité

Le présent marché est rendu accessible à tous publics sur le profil d'acheteur de la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité et au JOUE.

Article 21. Confidentialité

Les candidats, qui ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments accessibles au public.

La violation de cette obligation de confidentialité par un candidat pourra entraîner son exclusion de la procédure d'attribution du marché sans préavis.

Article 22. Contact pour tous renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur question au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis, via le profil d'acheteur de la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité.

Article 23. Différends et clause de compétences

En cas de différends, la Commission de sélection ou une délégation de celle-ci rencontrera les plaignants ou leurs représentants en vue de trouver une solution amiable.

Conformément à la réglementation en vigueur, outre les recours généraux qui peuvent être exercés devant les juridictions, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

Organe chargé des procédures de recours contentieux :

Tribunal Judiciaire de Nanterre
179-191, avenue Joliot Curie
92020 NANTERRE CEDEX

Délais d'introduction des recours contentieux :

- Référé précontractuel (Article 2 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique) et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel (Article 11 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique) pouvant être exercé dans le délai prévu par l'article 1441-1 du code de procédure civile.

En cas de litige de nature contentieuse, le Tribunal compétent sera saisi du recours.

Fait à Meudon le 12 Mai 2023

Le Gérant



Bertrand MAZEAU